

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS69/1

G/L/155

G/LIC/D/3

4 mars 1997

(97-0880)

Original: anglais

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS PROVENANT DE VOLAILLES

### Demande de consultations présentée par le Brésil

La communication ci-après, datée du 24 février 1997, adressée par la Mission permanente du Brésil à la Délégation permanente de la Commission européenne et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de demander l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et à l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, au sujet du régime communautaire applicable à l'importation de certains produits provenant de volailles (Code NC 0207 41 10, 0207 41 41 et 0207 41 71) et de la mise en oeuvre par les Communautés du contingent tarifaire pour ces produits convenu lors de négociations entre le Brésil et les Communautés européennes au titre de l'article XXVIII du GATT.

De l'avis du gouvernement brésilien, les règles appliquées par les CE aux volailles contiennent un certain nombre de dispositions incompatibles avec les obligations contractées par les CE au titre du GATT de 1994 et des autres Accords susmentionnés, entre autres:

- a) les articles X et XXVIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994;
- b) les articles 1 et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Les mesures communautaires créent par ailleurs des distorsions qui paraissent annuler ou compromettre des avantages résultant pour le Brésil directement ou indirectement des Accords susmentionnés, et entraver la réalisation des objectifs du GATT de 1994 et des autres Accords susmentionnés.

J'attends votre réponse à la présente demande et souhaite qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations.